










Exécution des formalités de douane, de régie et de transport pour les opérations d'import aériennes et maritimes de marchandises pour le compte des établissements parties du G.H.T. de Martinique.

CHU DE MARTINIQUE
Hôpital Pierre Zobda Quitman
La Meynard
BP 90632
97261 FORT-DE-FRANCE

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

 Objet	Exécution des formalités de douane, de règle et de transport pour les opérations d'import aériennes et maritimes de marchandises pour le compte des établissements parties du G.H.T. de Martinique.	
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	2
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Reconduction	
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Sans

SOMMAIRE

1	- Dispositions générales du contrat	4
1.1	- Objet du contrat	4
1.2	- Bénéficiaires de l'accord-cadre	4
1.3	- Modalités de mise à disposition de l'accord-cadre	4
1.4	- Répartition des responsabilités	4
1.5	- Décomposition du contrat	5
1.6	- Type d'accord-cadre	5
1.7	- Conditions d'attribution des bons de commande	5
1.8	- Réalisation de prestations similaires	5
2	- Pièces contractuelles	5
3	- Confidentialité et mesures de sécurité	6
4	- Protection des données à caractère personnel	6
5	- Durée et délais d'exécution	6
5.1	- Durée globale prévisionnelle des prestations	6
5.2	- Durée du contrat	6
6	- Prix	6
6.1	- Caractéristiques des prix pratiqués	6
6.2	- Modalités de variation des prix	6
7	- Garanties Financières	7
8	- Avance	7
9	- Modalités de règlement des comptes	8
9.1	- Acomptes et paiements partiels définitifs	8
9.2	- Présentation des demandes de paiement	8
9.3	- Délai global de paiement	9
9.4	- Paiement des cotraitants	9
9.5	- Paiement des sous-traitants	9
10	- Conditions d'exécution des prestations	9
11	- Développement durable	10
12	- Constatation de l'exécution des prestations	10
12.1	- Vérifications	10
12.2	- Décision après vérification	10
13	- Garantie des prestations	10
14	- Droit de propriété industrielle et intellectuelle	10
15	- Pénalités	10
15.1	- Pénalités de retard	10
16	- Assurances	10
17	- Clause de réexamen	11
18	- Résiliation du contrat	11
18.1	- Conditions de résiliation de l'accord-cadre	11
18.2	- Redressement ou liquidation judiciaire	12
19	- Règlement des litiges et langues	12
20	- Signature	12
21	- Dérogations	13

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Exécution des formalités de douane, de régie et de transport pour les opérations d'import aériennes et maritimes de marchandises pour le compte des établissements parties du G.H.T. de Martinique.
L'exécution des formalités de douane, de régie et de transport pour les opérations d'import-export aériennes et maritimes de marchandises UNIQUEMENT pour le compte des établissements partie du GHT DE MARTINIQUE

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

1.2 - Bénéficiaires de l'accord-cadre

Les établissements bénéficiaires des prestations objet de l'accord-cadre (ci-après « les établissements bénéficiaires ») sont :

- CH du Marin
- CH du Saint Esprit
- CH Trois-Îlets
- CH Blondet de Saint Joseph
- CH Ernest Wan Ajouhu du François
- CH Lorrain Basse-Pointe
- CH Nord Caraïbes
- EHPAD « Les Madrépores »
- EHPAD du Robert « Les Filas »

(Voir annexe 1 au CCAP)

Le titulaire assure directement les prestations objet du marché auprès des bénéficiaires

1.3 - Modalités de mise à disposition de l'accord-cadre

Les établissements du G.H.T. de Martinique, tels qu'ils sont identifiés en annexe 1 du CCAP, sont bénéficiaires de plein droit de l'accord-cadre. Ils sont engagés, pour chaque lot, à émettre leurs bons de commande auprès des titulaires retenus dans les conditions prévues par le CCAP, dès la notification de l'accord-cadre.

1.4 - Répartition des responsabilités

Les responsabilités respectives de l'établissement support du G.H.T. de Martinique et des établissements parties se répartissent comme suit :

	Ets support	Ets parties
Supervision de la phase de lancement de l'accord-cadre et accompagnement de leur mise en œuvre initiale par les titulaires dans les établissements bénéficiaires	x	
Passation, Signature notification de l'accord-cadre et de ses avenants, Résiliation de l'accord-cadre	x	
Etablissement et Envoi des bons de commande		x
Gérer les procédures de révisions des prix des marchés	x	
Procéder à la reconduction des marchés	x	
Agrement des sous-traitant	x	
Délivrance du certificat de cession de créances	x	
Opérations de réception/admission des prestations objet du marché	x	
Paiement des prestations objet du marché auprès du titulaire		x
Appliquer les pénalités		x
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la procédure d'attribution, la passation des avenants, la reconduction et la	x	x

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires (pour les lots rémunérés à prix unitaires) et la décomposition des prix forfaitaires (pour les lots rémunérés à prix forfaitaires)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- L'offre technique et financière du titulaire

2 - Pièces contractuelles

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la

1.8 - Réalisation de prestations similaires

Seuls les bons de commande signés par le représentant de chaque établissement, peuvent être honorés par le ou les titulaires.

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
 - la date et le numéro de la procédure : « DCE-2024-118-SGD » ;
 - la nature et la description des prestations à réaliser ;
 - les délais de livraison (date de début et de fin) ;
 - les lieux de livraison des prestations ;
 - le montant du bon de commande ;
- Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

1.7 - Conditions d'attribution des bons de commande

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.6 - Type d'accord-cadre

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

Lot(s)	Désignation	Montant maximum HT pour la durée du marché
01	Exécution des formalités de douane, de régie et de transport pour les opérations d'import aériennes de marchandises pour le compte du G.H.T. de Martinique : Voie Aérienne Economique	500 000.00€
02	Exécution des formalités de douane, de régie et de transport pour les opérations d'import maritimes de marchandises pour le compte du G.H.T. de Martinique : Voie Maritime	300 000.00€

1.5 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lot(s) :

exécution des accords-cadres, l'ajustement et la révision des prix, des conditions générales d'exécution de l'accord-cadre		
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées en		
exécution des bons de commande		x

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAg-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAg-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 03/05/2026.

5.2 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du marché et le délai d'exécution court à compter de la date de notification de l'ordre de service.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAg-FCS

2 - Reconduction

L'accord-cadre pourra être reconduit tacitement. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à deux (2). La durée de chaque période de reconduction est de 6 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont régies par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé "mois zéro".

Les prix sont fermes les 12 premiers mois et révisables à la date d'anniversaire du marché selon les indices INSEE

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	010766683	Indices des prix de production des services français pour l'ensemble des marchés (BtoAll) – CPF 51.21 – Transport aérien de fret
02	010766550	Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 50.20 – Transport maritime et côtier de fret

Son montant sera révisé selon les formules :

Formule pour le lot n° 1 $A = 0.125 + 0.875 \cdot (\ln / I_0)$

Formule pour le lot n° 02 $A = 0.125 + 0.875 \cdot (\ln / I_0)$

Pour la mise en œuvre de clauses de révision de prix, la valeur finale de l'index de référence est appréciée au plus tard à la date anniversaire de l'ordre de service de démarrage du marché.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Si l'index cité ci-dessus est supprimé en cours d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer un nouvel indice équivalent

6.3- Clause de sauvegarde

En cas de variation conduisant à un taux d'augmentation des prix supérieur à 4,5% l'an, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité, par dérogation aux articles 29 et 33 du CCAG/FCS. Dans cette hypothèse, afin de tenir compte des délais nécessaires à la passation d'un nouvel accord-cadre, la résiliation ne prendra effet que TROIS (3) MOIS après la date prévue pour l'application des nouveaux prix. Les prix applicables pendant cette période de trois mois seront ceux appliqués lors de la période précédente augmentés au maximum de 4,5%.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour les lots suivants :

Lot(s)	Désignation
01	Voie Aérienne Economique
02	Voie Maritime

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartition entre les du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAg-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Chaque établissement partie du GHT de Martinique est destinataire de la facture correspondant aux livraisons effectuées dans leur établissement.

Les différents renseignements : numéro SIRET, numéro d'engagement ou code service sont ceux de l'établissement partie concerné par la livraison ou l'expédition (cf. annexe 1 au CCAP)

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture (il s'agira de l'établissement partie du GHT destinataire de la livraison) ;

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Notification par le biais du profil d'acheteur

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9.5 - Paiement des sous-traitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.4 - Paiement des cotraitants

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement. En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.3 - Délai global de paiement

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : celui de l'établissement partie du GHT de Martinique concerné

Informations à utiliser pour la facturation électronique

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- exonération ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une leur prix forfaitaire ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- d'identification du service chargé du paiement (cf annexe 1 au CCAP) ;**
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;**
- les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture,

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Les prestataires de transport doivent afficher la quantité de CO2 émise.

Dans le cadre de la fourniture du bilan carbone, les établissements parties r du GHT de MARTINIQUE ont besoin de connaître la quantité de CO2 émise conformément au Décret du 24 octobre 2011 n° 2011-1336 relatif à l'information sur la quantité de dioxyde de carbone émise à l'occasion d'une prestation de transport (JO du 26 octobre 2011).

Depuis le 1er octobre 2013, toute personne qui commercialise ou organise une prestation de transport de personnes, de marchandises ou de déménagements doit fournir au bénéficiaire de la prestation une information relative à la quantité de dioxyde de carbone émise par le ou les modes de transport utilisés pour réaliser cette prestation". (Article 228 de la Loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (Grenelle 2), JO du 13 juillet 2010).

Le titulaire devra fournir annuellement à chaque établissement partie du GHT de Martinique concernés par ce marché, son bilan carbone à l'aide de la grille transmise par le Pouvoir Adjudicateur (7-Bilan carbone.xls). Le titulaire pourra compléter cette grille avec toutes les données dont il dispose.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAg-FCS.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAg-FCS.

13 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAg-FCS.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAg-FCS.

Le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble de l'accord-cadre, conformément aux stipulations de l'article 14.1.3 du CCAg-FCS.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAg-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,0 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAg-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement

d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

17 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAAP dans les cas suivants : - En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché, - En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché, - En cas de remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution Le titulaire pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes : ☐ Cessation d'activité, ☐ Cession de contrat, ☐ Décès, ☐ Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles, ☐ Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles. Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire. A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être : ☐ dans le cadre d'un groupement conjoint ; soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce. ☐ dans le cadre d'un groupement solidaire ; une entreprise tierce. Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du Représentant du Pouvoir Adjudicateur ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par voie d'avenant éventuellement. La demande devra parvenir au Représentant du Pouvoir Adjudicateur par lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR).

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de la Martinique est compétent en la matière.


Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Signature

Le ... 27/01/2025

Le Directeur du Pôle Finances – Achats

M. MOTREFF


CHU de Martinique
UF 3515
Directeur des Affaires Financières
Contrôle de gestion - Contrôle Interne
Contractualisation
Gaël MOTREFF

21 - Dérogations

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAg - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5.2 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAg - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAg - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAg - Fournitures Courantes et Services

ANNEXE 1 AU CCAP

PRESTATION DE SERVICES :Exécution des formalités de douane, de régie et de transport pour les opérations d'import aériennes et maritimes de marchandises pour le compte des établissements parties membres du G.H.T. de Martinique

CCAP : n° DCE-2024-118-SGD

ETABLISSEMENT	ADRESSE POSTALE	SIRET	Etablissements concernés par cette consultation	N° D'ENGAGEMENT
CHUM DE MARTINIQUE	CS 90632 - Route de Chateauboeuf - 972061 Fort de France cedex	20 003 452 800 014	<div><input type="checkbox"/> OUI</div> <div><input checked="" type="checkbox"/> NON</div>	DCE-2024-118-SGD
CH DU MARIN	37 Bd Allegre, Le Marin 97290	26 972 074 400 011	<div><input checked="" type="checkbox"/> OUI</div> <div><input type="checkbox"/> NON</div>	
CH DES TROIS-ILES	lotissement Pointe Courchet, Le François 97240	26 972 071 000 012	<div><input checked="" type="checkbox"/> OUI</div> <div><input type="checkbox"/> NON</div>	
CH DU SAINT ESPRIT	Route de Petit Bourg Le Saint Esprit 97270	26 972 079 300 018	<div><input checked="" type="checkbox"/> OUI</div> <div><input type="checkbox"/> NON</div>	
CH Ernest WAN AIOUHU DU Francois	lotissement Pointe Courchet, Le François 97240	26 972 073 600 033	<div><input checked="" type="checkbox"/> OUI</div> <div><input type="checkbox"/> NON</div>	
CH Romain BLONDET de SAINT JOSEPH	Quartier Grosse Giouttière, Chemin Fantaisie, Saint-Joseph 97212	26 972 075 100 016	<div><input checked="" type="checkbox"/> OUI</div> <div><input type="checkbox"/> NON</div>	
CH NORD CARAIBE	Quartier Lajus - 97221 LE CARBET	20 003 106 000 011	<div><input checked="" type="checkbox"/> OUI</div> <div><input type="checkbox"/> NON</div>	
CH Intercommunal LORRAIN -BASSE-POINTE	758 Chem. de l'ange, Le Lorrain 97214	26 972 087 600 011	<div><input checked="" type="checkbox"/> OUI</div> <div><input type="checkbox"/> NON</div>	
EHPAD Les Madépoures- ANSES D'ARLET	16 A, Rue des Gestrams, Les Anses-d'Arlet	26 972 083 500 017	<div><input checked="" type="checkbox"/> OUI</div> <div><input type="checkbox"/> NON</div>	
EHPAD Marcy HARDY du ROBERT	Route du Bois Poteau 97231 Le Robert.	26 0972 085 000 024	<div><input checked="" type="checkbox"/> OUI</div> <div><input type="checkbox"/> NON</div>	